

Le SNPEH prend acte du résultat des élections présidentielles 2022 et ne peut que se réjouir de la défaite de la candidate d'extrême-droite dont le projet politique et social était extrêmement nuisible pour la santé des enfants et de manière générale, délétère à la politique de santé.

Le SNPEH, ne peut pour autant être satisfait, car l'hôpital et notre système de soins ambulatoire s'effondrent comme le montrent l'audition des acteurs de la santé au Sénat et les nombreuses publications de la presse quotidienne.

Les déserts médicaux se généralisent car la démographie médicale et paramédicale n'a jamais autant été en berne, en particulier celle des professionnels de l'enfance et de la périnatalité, directement ou indirectement. Le récent rapport de la DREES montre d'ailleurs que, dans un futur proche, la pédiatrie (comme la chirurgie et la pneumologie) continuera à voir le déclin de sa démographie s'aggraver. Ce n'est donc pas qu'un problème de nombres d'étudiants en médecine mais une vraie reconnaissance de la lourdeur de cette spécialité qui demanderait des normes d'effectifs (médicaux et non médicaux) plus adaptées afin de lui redonner de l'attractivité. Et c'est vrai aussi pour les autres spécialités en rapport direct avec les enfants : pédopsychiatres et chirurgiens pédiatriques !

Les pédiatres sont actuellement en grande difficulté, en particulier dans les domaines où la permanence des soins est cruciale, mais aussi dans certaines surspécialités malgré la file active de patients. La prise en charge des enfants en urgence, surtout en période épidémique, est un problème ancien qui ne fait que s'aggraver, avec des équipes qui se retrouvent de plus en plus en difficulté d'effectifs et avec des gardes de plus en plus fréquentes et lourdes.

Le nouveau mode de financement des urgences, en négligeant la lourdeur de prise en charge des enfants les plus jeunes, va aggraver cette tendance en diminuant artificiellement les budgets des services d'urgences pédiatriques.

Les services de néonatalogie, relativement épargnés jusqu'ici, subissent une crise sans précédent, mettant en danger les nouveau-nés les plus fragiles. La pénibilité majeure de cette profession a été négligée, créant des départs de plus en plus nombreux vers des activités moins lourdes physiquement comme psychologiquement, avec un « effet domino » qui ne semble plus s'arrêter. Les revalorisations du Ségur n'ont pas suffi à restaurer l'attractivité des carrières hospitalières, après un gel des salaires depuis 12 ans, et la spirale infernale de dégradation des conditions de soins se poursuit.

Les spécialités avec qui nous collaborons (et d'autres...) sont également en grande difficulté : gynécologues-obstétriciens, sage-femmes, anesthésistes-réanimateurs, urgentistes, radiologues, chirurgiens,... Une grande partie doit, comme nous, recourir à des intérimaires, mieux rémunérés, et sur des postes moins lourds, par nécessité, avec une surenchère.

Sans action rapide, ce sont des vies qui sont en jeu, sans parler de toutes les conséquences délétères dues à cette situation.

L'ensemble des professionnels travaillant pour la prise en charge de l'enfant a, de longue date, tiré la sonnette d'alarme. Force est de constater que les décisions prises ont été inefficaces. Il n'est pas acceptable de poursuivre ainsi. Nous gardons l'espoir qu'enfin une politique de prise en charge de l'enfant soit rapidement mise en route.